

# Et maintenant réussir la construction de L'APRÈS

Le 15 novembre, Ensemble! réunit sa dernière assemblée générale nationale. L'objectif ? Se redéployer pour mieux s'engager dans le Nouveau Front Populaire et le mouvement social.

## Deux orientations au sein d'Ensemble!

Car un nouveau départ est devenu nécessaire : juin 2024 hier et septembre 2025 aujourd'hui nous enclenchent une nouvelle phase. Les contradictions du capitalisme s'accroissent à toute vitesse et la gauche européenne a la responsabilité de se faire l'outil d'une alternative globale.

Le semestre écoulé a vu la formulation de deux orientations en notre sein. Participer au développement du réseau « construire l'alternative » initié en 2022 ou construire avec GDS, avec des militant·es de GES et avec l'association pour une république écologique et sociale une nouvelle formation politique.

Avec de très nombreux camarades, j'ai fait le second choix, le choix d'une construction partisane, Nous construisons L'ALLIANCE POUR UNE RÉPUBLIQUE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE, Ensemble pour l'unité. Certain·es participeront également à « construire l'alternative » et donc aux initiatives du « réseau coopératif pour l'alternative » en voie de constitution.

## Quelques raisons du discrédit des partis à gauche

Construire une nouvelle formation est une gageure dans *un espace politico-médiatique saturé du discrédit des partis de gauche et écologiste*.

Un exemple récent : rendant compte du rassemblement de Chateaudun organisé par L'APRÈS, Génération·s et Debout!, les journalistes de Mediapart dépeignaient ces trois formations comme des groupuscules. À nous de démentir et de mettre en oeuvre des orientations solides : commencer dans une quasi-confidentialité n'a jamais condamné à réfléchir et à agir marginalement. Nous inscrivant dans une refondation de la gauche européenne et française nous aurons à tenter de dépasser leur immobilisme et leurs apories.

La plus explicite de celles-ci est le choix avoué de l'économie de marché. Choix effectué par la gauche plurielle du quinquennat Jospin, lui opposant pour la circonstance « la société de marché » qu'elle refusait. Choix poussé dans ses dernières conséquences par le quinquennat Hollande.

Le quinquennat et demi de Macron pousse plus loin encore cette démolition des droits des salarié·es, spécifiquement les droits des salarié·es acculé·es à la recherche d'emploi. Autre accélération : l'intimidation par la violence de toute contestation de rue, les gros exploitants agricoles seuls en étant exempts.

Nos incapacités à faire front et à faire union ne nous exposent pas seulement aux sarcasmes médiatiques. Documentés par des sondages incessants, les médias exploitent le fossé entre les fortes aspirations du peuple de gauche et les résultats de nos syndicats et de nos partis. C'est à réduire cet écart qu'il faut s'attaquer, qu'il soit question de l'hôpital, des salaires, du pouvoir dans l'entreprise, dans l'école ou de Gaza, de l'Ukraine, de la Kanaky, ou encore du rouleau compresseur de l'ordre moral et des retours aux nationalismes.

### **Quelques raisons de ne pas renoncer au politique**

L'utilisation des retards de la gauche par les dominants n'est pas nouvelle.

L'encadrement de nos sociétés intègre depuis longtemps l'analyse des dynamiques sociales pour les canaliser et les résorber.

Les partis de gauche se distinguent des droites en ce qu'ils expriment les aspirations des groupes sociaux sur qui reposent la production des biens et des services, l'enseignement, la culture, le soin... les sociabilités du quotidien. Mais jusqu'à présent ils tombent sans cesse dans un mimétisme programmé par les médias et les partis conservateurs.

Tout enjeu, toute action sont rapportés à la matrice étatique, à ses hiérarchies et à ses normes, à sa « régulation du marché », à la crédibilité devant le tribunal de « l'opinion publique ».

Les modalités d'encadrement des groupes sociaux font l'objet de multiples tentatives de renouvellement. Les vieilles recettes sont usées, les nouvelles restent dans les limbes, « le macronisme » n'étant qu'un exemple parmi d'autres des difficultés des dominants. D'où le net regain de la violence d'État, de part et d'autre de l'Atlantique.

Nous devons donc, nous peuple de gauche, refonder la structure, la forme et la fonction de nos partis existants ou en germe. Nous devons agir politiquement pour donner de l'élan aux droits des citoyennes et des citoyens, eux-mêmes à la liberté d'initiatives pour refonder le quotidien et pour affronter la confrontation sociale qui vient.

### **Pluralité des contestations et pluralité des courants politiques**

La démarche implique de reconnaître la pluralité des cultures politiques : certaines, très étatistes, sont enclines à la modération aux côtés des nombreuses et nombreux « revenu-es de 68 » ; d'autres cherchent explicitement à changer de société.

Certain•es entendent réinventer la fonction d'avant-garde qu'ont pu déjà incarner certaines formations politiques - le primat de « la conscience politique éclairée ». Les mêmes ou d'autres ont l'ambition de construire le parti de masse que l'Europe a connu avec la social-démocratie de l'Europe centrale et du nord ou au travers des partis communistes de l'Europe du sud. Il n'y a pas devant nous une quelconque impulsion pouvant ébranler l'ordre existant à l'initiative de quelques un-es, ni les prémices d'un

nouveau consensus social qui pousserait toutes et tous à se retrouver dans un parti comme celui de Lula.

Malgré cela, traîne encore l'idée que la pluralité à gauche ne serait qu'un mal temporaire, chacun·e imaginant que la victoire de la personnalité charismatique de son camp limitera la durée et la nocivité de ce mal temporaire.

Or les conditions d'aujourd'hui font que le réformisme et l'étatisme sont et seront présents dans les dynamiques sociales autant que le féminisme, l'antiracisme et la contestation radicale de l'exploitation des femmes, des hommes et de la nature. L'arc est très ouvert entre les enseignant·es et les intérimaires des services et des usines, entre le cadrage des négociations avec la hiérarchie de l'EN et la radicalité des insubordinations dans l'entreprise.

### **Relever deux paris**

Premier pari : *ramener le politique et l'économique à une place raisonnée*, redonner aux sociabilités et au social toute sa place.

Les confédérations syndicales et les associations n'ont pas seulement une dimension politique : *elles sont des actrices du politique*. En septembre 2025, l'intersyndicale est le vecteur privilégié du rapport de forces avec les droites et le FN.

Au Nouveau Front populaire revient en revanche la responsabilité de préparer le renouvellement des conseils municipaux. L'échec du parti d'Attal et Lecornu à prendre racine ouvre des possibles : mettre en échec les réponses mortifères des LR et des lepénistes. L'enjeu : faire bloc social et politique mieux et plus en profondeur qu'en juin 2024.

Deuxième pari : *inscrire notre construction émergente dans une stratégie*. Les gauches françaises ont cette particularité de mythifier les confrontations frontales d'où ont émergé les stratégies jacobines et léninistes. Dans les deux cas, la guerre a rapidement supplanté la révolution sociale et politique. Le capitalisme et les États se sont profondément transformés, ces deux stratégies sont caduques.

Notre stratégie doit à l'opposé se déclarer explicitement autogestionnaire. L'exigence constante d'une culture démocratique et la rotation des responsabilités multiplieront les initiatives et construiront un consensus large pour une nouvelle société.

*L'investissement dans la gestion est aussi le trait d'union à construire entre les couches moyennes et les classes d'employé·es et d'ouvrier·ères.*

Nous ne sommes plus au temps de Gramsci quand les classes ouvrières européennes étaient exclues de la culture et encore encadrées par l'hégémonie chrétienne. En creux, et à l'opposé de toute ambition « d'hégémonie culturelle », se dessine l'enjeu d'une nouvelle civilisation : dépérissement simultané du consumérisme et du mercantilisme, 32 heures et extinction du rapport salarial en tant qu'état de subordination, révisions radicales des productions à l'aulne de la préservation de la santé et d'une exploitation rationnelle de la nature, construction de solidarités entre les peuples.

**Une exigence : dés-encastrier les partis de gauche de l'État et faire vivre la pluralité des choix**

*S'attaquer à l'imbrication des partis dans les institutions étatiques est incontournable.* En Europe, le mouvement altermondialiste a porté cette ambition, obtenant des résultats limités mais parfois réels, comme ces luttes espagnoles contre les banques et les subprimes.

Le chantier reste ouvert : il est conséquent. La gauche a abandonné la critique des institutions et de l'État à la droite et à l'extrême droite. Du réinvestissement de ce terrain dépendent aussi les premiers pas de L'APRÈS. Ce qui sera décisif c'est la trajectoire : pouvons-nous nous défaire de quatre à cinq siècles d'identification du politique à la centralité ?

La montée des droites pourrait faire oublier que les sociétés restent plus ouvertes que jamais. Ce serait passer à côté d'une stratégie qui puisse mettre fin à cette montée en partant des initiatives des divers secteurs sociaux : la transversalité à construire entre elles et leur articulation à un projet de société sont ce qui détermine, pour la gauche, la spécificité du politique quand la droite.

C'est là ce qui justifie qu'on fasse le pari de réévaluer et refonder la forme, les fonctions et l'organisation de l'objet parti.

Eugène Bégoc  
Amiens